

Dans la Beauce, la vive opposition à un projet de stockage d'énergie

Le groupe allemand Enertrag souhaite installer 120 batteries au lithium en Eure-et-Loir. Le maire de Dambron menace de démissionner

DAMBON (EURE-ET-LOIR) - *envoyé spécial*

Le champ de betteraves sucrières, cultivé au cœur de la plaine de la Beauce, à Dambron (Eure-et-Loir), pourrait laisser place d'ici au printemps 2029 à des dizaines de rangées de conteneurs maritimes. Difficile pour le moment d'imaginer 120 batteries géantes destinées à stocker de l'énergie posées sur cette parcelle, coincée entre l'autoroute A10 et un verger de noisetiers qui s'épanouissent au pied d'un poste électrique irriguant une forêt de pylônes de lignes très haute tension. Seule une banderole, en bordure d'une route départementale, laisse augurer d'un paysage en cours de remodelage. Et de l'opposition locale qui s'organise pour faire barrage au projet.

«Non au site de mégabatteries lithium sur notre territoire, stop à l'artificialisation des sols», fustigent les bannières fixées à chaque sortie de village par le comité citoyen local né de la contestation face à l'installation de la plateforme. Portée par le groupe allemand Enertrag, spécialisé dans l'énergie décarbonée, cette dernière est censée s'installer en périphérie de ce bourg rural de 95 habitants situé à une trentaine de kilomètres au nord d'Orléans.

D'une puissance de 124 mégawatts, le site de 2,7 hectares serait en capacité d'injecter 496 mégawattheures sur le réseau par l'intermédiaire de ses batteries au lithium-ion. De quoi couvrir, à pleine puissance, sur une durée de quatre heures, les besoins en électricité de 210 000 foyers, selon les estimations transmises par l'entreprise. Pour l'heure, si

un accord a été scellé par Enertrag avec le propriétaire du terrain pour un bail emphytéotique, le permis de construire, déposé le 20 juillet, demeure en cours d'instruction par les services de l'Etat. Le préfet d'Eure-et-Loir dispose de trois mois pour rendre son avis.

«Le combat est difficile»

«Les nuits sont courtes depuis janvier, lorsque nous avons compris que tout était ficelé malgré nos refus», concède Philippe Lesage, maire sans étiquette de Dambron, qui rejette l'idée de *«devoir léguer aux générations futures une telle infrastructure sur [leur] territoire»*. *«Je ne suis pas un anti-énergies renouvelables, je ne conçois simplement pas l'arrivée d'un projet qui n'apportera aucun emploi et viendrait dénaturer un peu plus notre panorama déjà saturé et écorché par les éoliennes et les li-*

gnes électriques, poursuit-il. *A ce rythme, chaque habitant disposera d'un pylône et d'une batterie... Le seuil d'acceptabilité est atteint.»*

Au point de mettre sa démission dans la balance. *«Si la plateforme voit le jour malgré les délibérations et les avis défavorables émis par le conseil municipal, je partirai»*, promet cet ancien agriculteur de 66 ans, les yeux rougis par l'émotion. *«Le combat est difficile pour un petit village comme le nôtre»*, assure l' élu. En face, Enertrag est reparti du sommet Choose France, le 1^{er} juin à Versailles, en ayant annoncé un plan d'investissement retentissant de 1,1 milliard d'euros dans l'Hexagone d'ici à 2030 pour développer de nouvelles capacités d'énergies renouvelables et de stockage.

«Dambron figure parmi les rares possibilités de raccordement encore disponibles sur la carto-

graphie publiée en 2025 par RTE, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité, explique Ahmed Gaha, directeur des systèmes de stockage d'énergie d'Enertrag. *La proximité immédiate d'un poste électrique et la situation du site, directement accessible, enclavé entre deux départementales, à 1 kilomètre des habitations les plus proches et pour lequel aucune contrainte environnementale incompatible avec le projet n'a été identifiée, étaient autant de préalables. Le défi des années à venir n'est pas tant de produire l'électricité mais de la stocker, il existe un vrai besoin de flexibilité du réseau.»*

Les batteries au lithium-ion contribuent à stabiliser la fréquence du réseau car elles sont mobilisables à tout moment pour pallier un éventuel déséquilibre entre la production d'électricité et

la consommation. Un moyen, avancent les défenseurs du modèle, de se prémunir contre les menaces de coupure généralisée et d'éviter le recours aux énergies fossiles – charbon et gaz –, causes du réchauffement climatique.

Reste à rassurer, notamment sur la question de l'emballage thermique des batteries et du risque d'incendie, source d'inquiétude, particulièrement dans cette région céréalière. A Dambron, la technologie lithium-fer-phosphate, qui domine le segment du lithium-ion, présumée moins susceptible de surchauffer et donc plus sûre, a été retenue. Interrogé sur l'investissement envisagé aux confins du Loiret et de l'Eure-et-Loir, Enertrag se montre prudent et discret. Il se chiffrerait à plusieurs dizaines de millions d'euros. ■

VICTOR RIALLAIS